

Il faut plus de réactivité en Europe

L'Humanité du 11 octobre 2003

"Selon les chiffres de l'INSEE, la croissance aurait été quasiment nulle (0,2 %) en 2003. Il s'agit en premier lieu d'un problème européen, ce qui en accroît la gravité. Il y a, en effet, un entraînement mécanique par les échanges intra européens. Pour l'instant, l'Europe est comme un bateau ivre et elle encaisse les chocs qui viennent de l'extérieur de façon atténuée. Quand la récession est extérieure, l'Europe entre aussi dans un ralentissement de croissance qui a pour particularité de durer plus longtemps que dans le reste du monde. A contrario, quand la reprise existe ailleurs, l'Europe redémarre très lentement. Il ne faut donc pas compter sur les forces économiques européennes internes pour une relance. La raison en est bien connue : le gouvernement économique de l'Europe est tel qu'il empêche les gouvernements nationaux de réagir lorsqu'ils le souhaitent."

Sont en cause le pacte de stabilité, mais aussi l'impossibilité de la conduite d'une politique industrielle en raison des règles européennes. Ces dernières sont telles qu'en période de ralentissement de la croissance elles condamnent les gouvernements quasiment à la paralysie.

Aujourd'hui, le gouvernement est obligé de conduire, pour cause de déficit, une politique économique restrictive. Ce sera vrai en 2004, mais aussi en 2005. En 2002, le programme de Lionel Jospin ne contenait aucune mesure expansionniste car il s'engageait à respecter à la lettre le pacte de stabilité. Même quand les gouvernements ont les meilleures intentions du monde, la contrainte européenne finit toujours par l'emporter.

C'est aussi la façon dont les gouvernements européens ont conçu la BCE. Ils lui ont assigné comme unique objectif la stabilité des prix. Je pense qu'il faut introduire une procédure de responsabilité pour la BCE. La proposition que je fais est que l'objectif d'inflation, par exemple, qui est un objectif politique, soit déterminé politiquement, soit par le Parlement européen, soit par le Conseil européen. On peut citer à titre d'exemple le Royaume-Uni, où c'est le chancelier de l'Échiquier qui définit l'objectif d'inflation, et la Banque d'Angleterre a toute indépendance de moyens pour atteindre cet objectif.

Ainsi, on pourrait, par exemple, déterminer un objectif d'inflation compris entre 2,5 % et 3,5 %, c'est-à-dire supérieur à la limite stricte des 2 % actuellement en vigueur. On pourrait politiquement demander des comptes à la BCE si elle n'atteint pas cet objectif.

Le problème est de savoir comment une Europe qui ne connaît plus la croissance va se remettre à croître alors même que les revenus privés sont stagnants. Pour cela, il faudrait une action des autorités publiques, mais la constitution de l'Europe l'interdit. On demande au contraire aux gouvernements de procéder à un surcroît de rigueur."